

**MAIRIE DE MORSIGLIA**

Date de convocation :

23/11/2025

Date d'affichage :

23/11/2025

Conseillers en exercice 11

Présents 07

Absents 04

Représentés 02

Votants 09

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE MORSIGLIA****SEANCE DU 29/11/2025****D.2025/26****L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-neuf du mois de novembre, à 10 h 00**

Le conseil municipal de Morsiglia, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de MORSIGLIA sous la présidence de Mme Marie-Josée PIERALLI, Maire.

**Présents :** Mmes Annick PAOLI – Marie-Josée PIERALLI – Mrs Guy BASTIANELLI – Olivier BIONDI – Charles GRIMALDI – François GRIMALDI – Alain MANEILLE.

**Absents :** Mme Isabelle FIORENTINI – Mrs Damien PAOLI – Marc PAOLI - Ange PIERALLI.

**Représentés :** M. Damien PAOLI donne procuration à Mme Annick PAOLI

M. Marc PAOLI donne procuration à Mme Marie-Josée PIERALLI

**Secrétaire de séance :** Annick PAOLI.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

**D2025/26 : APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Madame le Maire rappelle que :

La commune de Morsiglia est actuellement sous le régime du Règlement National d'Urbanisme. Par délibération en date du 14 juillet 2015, le Conseil municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Morsiglia.

Par la délibération du 14 juin 2024, le Conseil municipal a débattu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en conformité avec l'article L.153-12 du code de l'urbanisme.

Par la délibération du 28 septembre 2024, le Conseil municipal a dressé le bilan de la concertation et a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Morsiglia. Le projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme a été transmis aux personnes publiques associées pour avis.

La Commission Territoriale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CTPENAF) a rendu en date du 03 février 2025, un avis favorable assorti d'une réserve et d'une recommandation.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a rendu, le 10 février 2025, un avis favorable assorti de recommandations. Un mémoire en réponse a été établi et porté à la connaissance du commissaire enquêteur, et du public lors de l'enquête publique.

Les Personnes Publiques Associées qui ont rendu un avis sont les suivantes :

- L'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO)
- La Direction Départementale du Territoire (DDT)
- La Collectivité de Corse (CDC)

Conformément à l'article R.153-4 du code de l'urbanisme, les avis des personnes publiques associées sollicitées qui n'ont pas émis de réponse sont réputés favorables.

Par arrêté en date du 31 mars 2025, le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme a été soumis à une enquête publique, celle-ci s'est déroulée du 22 avril 2025 au 22 mai 2025. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable dans son rapport remis le 18 juin 2025.

L'article L.153-21 du code de l'urbanisme autorise la modification du dossier pour tenir compte des avis, des commentaires du public ou du rapport du commissaire-enquêteur. Cette concertation a permis de faire ressortir un ensemble de remarques et de demandes qui ont toutes été étudiées. Le rapport du commissaire enquêteur comporte des détails sur ces décisions. L'ensemble des évolutions apportées au projet ne remet pas en cause l'équilibre de son économie générale. Ainsi, les principales modifications suivantes ont été apportées :

#### Évolutions issues de l'enquête publique

*Le rapport du commissaire enquêteur reprend point par point toutes les demandes. Ne sont listées ici que celles ayant entraîné une évolution du document.*

La parcelle F132 intègre la zone UB.
Suppression de l'ER n°5 et réduction au seul escalier de l'ER n°4.
Demande accordée de classement en zone agricole de terrains proposés en zone naturelle à Vetrice.
Suppression des EVP au droit de l'accès au terrain de la parcelle 1105.
Suppression de l'ER n°2.
La parcelle A2017 intègre la zone UB avec des prescriptions paysagères pour conserver le mur, sa haie et les grands arbres au travers de la mise en place d'EVP.
La parcelle C639, déjà artificialisée est incorporée à la zone UAa de Casanova-Posaccia.
Précision réglementaire concernant le secteur du couvent de l'Annunziata et suppression de la zone Ne.

Évolutions issues de la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) et Commissions

Suppression de la zone Ne qui intègre la zone Apr.
La grande majorité des ERPAT identifiés par le PADDUC et localisés sur la cartographie de l'avis de la CDC est classée en zone agricole.
Des secteurs proposés en zone N sont identifiés comme ESA au PADDUC et localisés sur la cartographie de l'avis de la CDC. Lorsque c'est possible, ils sont reclassés en zone As.
Les limites de la zone du Pruno sont modifiées pour ne pas proposer une potentielle extension de l'urbanisation.
Les ERC sont redéfinis au niveau du camping, de la plage et du couvent.
La zone Npl est redimensionnée selon les préconisations de la DDT.
Des corrections d'erreurs matérielles et des compléments d'informations sont implémentés dans le <b>rapport de présentation</b> (ESA, ressource en eau et réseaux, mise à jour de la table des matières, intégration de la liste des 16 espèces protégées et de la Brassica insularis, précisions diverses). L'analyse des formes urbaines est approfondie.
Le <b>règlement</b> précise les autorisations en zone A et en zone N. Il intègre l'obligation de ne pas planter les espèces invasives. Les EICSP et les CINECSP ne seront pas autorisés dans toutes les zones. Il précise également que les changements de destination sont interdits dans la bande des 100 mètres. La zone Nc précise que les nouvelles constructions sont interdites. Le règlement de la zone Npl incorpore les autorisations liées à une plage naturelle fréquentée et précise que les OAT ne sont délivrées que sur le DPM. L'article N2 évolue pour ne pas permettre l'extension de l'urbanisation ; préciser les conditions pour les ICPE et qu'au sein de la zone Nt, seule l'extension de l'existant est possible. Les articles A1 et A2 sont modifiés pour restreindre les destinations possibles au seul logement de fonction de l'exploitant et ne plus autoriser les CINECSP. L'article DG1 n'exclue plus les pergolas du calcul de l'emprise au sol ainsi que les terrasses de plus de 60cm par rapport aux limites séparatives.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-21 et suivants,

**Vu** la délibération du 14 juillet 2015prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Morsiglia,

**Vu** la délibération du 14 juin 2024prenant acte du débat du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

**Vu** la délibération du 28 septembre 2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** l'arrêté municipal du 31 mars 2025 prescrivant l'enquête publique,

**Vu** les avis des personnes publiques associées joints au dossier d'enquête publique,

**Vu** les observations du public,

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

**Considérant** l'avis favorable émis par le commissaire-enquêteur au projet de révision du Plan Local d'urbanisme,



**Considérant** que des modifications ont été apportées au document dans son ensemble comme décrit ci-dessus, pour prendre en compte les avis de la CTPENAF, de la MRAE, des PPA et des habitants lors de l'enquête publique,

**Considérant** que les modifications apportées au projet de PLU arrêté ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,

**Considérant** que le PLU, tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** l'exposé de madame le maire,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à la majorité,**

**Approuve** les modifications apportées au projet de PLU arrêté.

**Approuve** le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.

**Autorise** madame le Maire à signer tous les actes et à prendre les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Mentionne** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Dit** que, conformément à l'article L.153-22 du Code de l'urbanisme, le PLU approuvé est tenu à la disposition du public en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Précise** que la présente délibération sera exécutoire un mois après sa réception en Préfecture, si le Préfet n'a notifié aucune modification à apporter au dossier, ainsi qu'après :

- l'accomplissement des mesures de publicité,
- sa publication sur le Géoportail de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré à Morsiglia les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,

Le Maire

Marie-Josée PIERALLI